

L'économie solidaire en Bolivie, entre marché et démocratie,
Isabelle Hillenkamp, Karthala, Paris, 2013, 360 pages

François Doligez

Number 336, April 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1030164ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1030164ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Doligez, F. (2015). Review of [*L'économie solidaire en Bolivie, entre marché et démocratie*, Isabelle Hillenkamp, Karthala, Paris, 2013, 360 pages]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (336), 105–107.
<https://doi.org/10.7202/1030164ar>

NOTES DE LECTURE

L'économie solidaire en Bolivie, entre marché et démocratie

Isabelle Hillenkamp, Karthala, Paris, 2013, 360 pages.

Quelle place l'économie sociale et solidaire – réduite au solidaire dans un contexte latino-américain où l'économie sociale est dévalorisée par son passé développementaliste – peut-elle avoir dans un projet de démocratisation qui permette, face à l'économie néolibérale, de dépasser l'horizon de l'étatisme, trop souvent menacé de dérive autoritariste ?

Cette question, de portée très large, est traitée dans le cas de la Bolivie par Isabelle Hillenkamp dans un livre issu de son travail de recherche doctorale. Introduit par les fondements de la théorie socio-économique sur laquelle l'auteur s'appuie, et basé sur les travaux de Polanyi et son économie des conventions, l'ouvrage s'ouvre sur les impasses des analyses dominantes de la démocratie et du marché et identifie les bases des principes de réciprocité et de redistribution à l'origine des solidarités au sein des institutions boliviennes : structures sociales andines, organisations historiques rurales comme les syndicats et les coopératives, ou valeurs – chrétiennes, citoyennes – qui ont accompagné leur émergence. Les contradictions de l'insertion dans le marché des organisations d'économie solidaire sont ensuite abordées et ouvrent aux débats afférents dans la sphère politique, transformée par la contestation des politiques libérales depuis le début des années 2000 et l'accession au pouvoir d'Evo Morales en janvier 2006 (réélu en 2009 puis en 2014). Dans ce cadre, l'économie solidaire et ses régulations s'inscrivent dans une démarche inclusive reposant sur un mode renouvelé de « l'extension de l'ordre démocratique à la sphère économique » (p. 35).

En Amérique latine, l'histoire économique est marquée par l'émergence, après la crise de 1929, d'Etats dirigistes, prônant le développement national par l'industrialisation et la substitution des importations. Intégrant les classes moyennes urbaines, ce mouvement laisse de côté les travailleurs informels urbains et ruraux et s'accompagne, dans les pays andins, de la négation croissante des identités indigènes (p. 44). La crise de la dette, après 1982, impose une libéralisation radicale de l'économie, qui se traduit par un accroissement des inégalités et de la polarisation entre travailleurs socialement « intégrés » et populations exclues, « cibles » des politiques actuelles de lutte contre la pauvreté. Progressivement, face au projet néolibéral, se structure un projet politique alternatif, axé sur la citoyenneté collective et participative, où s'affirment des identités plurielles remettant en cause les hiérarchies et les discriminations historiques. C'est dans le cadre de ce projet que s'affirment les pratiques de l'économie populaire solidaire visant à « sécuriser les moyens d'existence » (p. 59). Complétant les micro-entreprises individuelles ou familiales, ces pratiques reposent sur des principes d'organisation associatifs, coopératifs ou autogestionnaires. Les circuits courts, les entreprises récupérées, les monnaies complémentaires et, dans une moindre mesure, le commerce équitable et certaines formes de microfinance (p. 177-192) en font partie. Présentes dans de nombreux pays d'Amérique latine, ces organisations se structurent depuis 2009 en Bolivie au sein de faïtières comme le Mouvement d'économie solidaire et de commerce équitable (*Movimiento de economía solidaria y comercio justo*, Mesycj).

Le terrain retenu par Isabelle Hillenkamp pour observer cette « autre » économie est celui de la ville d'El Alto, aux portes de La Paz, sur l'Altiplano, lieu d'accueil de l'exode rural,

« *ville aymara et rebelle* », siège des luttes sociales depuis les années 90. Une vingtaine d'organisations y ont été étudiées, dont quatre de façon approfondie (coopérative de producteurs de cacao, association d'artisans, organismes d'appui à l'insertion économique et de promotion féminine). Les résultats illustrent comment, en interne, s'y concrétisent différentes formes de solidarité – horizontale, entre pairs, ou hiérarchique – en mobilisant parfois des ressources de la solidarité internationale, mais également celles qui sont héritées de la cosmovision andine (p. 102). Les modèles de réciprocité et de redistribution sont illustrés selon différentes logiques de flux (p. 138 : achats groupés, matériel en commun, responsabilités tournantes, redistribution des excédents de gestion, etc.). En externe, la participation aux règles du marché, entre « protection » et « ressources stratégiques », entre autonomie et destruction du lien social, apparaît comme fondamentalement ambivalente ou contradictoire. Elle peut renforcer l'autonomie vis-à-vis des fournisseurs tout en s'hybridant avec la réciprocité et la redistribution dans différentes formes de régulation de la concurrence, gérées au sein des organisations ou entre elles (p. 168). Les tensions entre marché et démocratie sont appréhendées de façon théorique sous l'angle de l'évaluation des biens, qui diffère de façon radicale entre les deux ordres (p. 205). Une illustration en est donnée autour de la fixation des prix et de la confrontation entre les niveaux de revenus, traduisant des valorisations variables selon les produits et les organisations d'artisans. Dans certains cas, le commerce équitable se traduit par exemple par des temps de travail plus élevés et des taux de rémunération inférieurs à ceux des marchés locaux (p. 212), parfois compensés par l'accessibilité des techniques (travail manuel) et la stabilité des relations commerciales. Mais la démocratisation de l'économie est aussi resituée dans le contexte des mobilisations sociales que la Bolivie a connues

depuis les années 90 (chapitre v). Symbolisés par la guerre de l'eau en 2000 à Cochabamba, suivie de la guerre du gaz en 2003 à El Alto, cette contestation débouche sur l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, puis sur la réappropriation du revenu de l'exploitation des hydrocarbures. Elle s'est également accompagnée de l'« entrée en politique » des organisations d'économie solidaire (p. 263), qui, de façon fragmentée, investissent les espaces publics locaux promus par la nouvelle constitution de 2009 et réclament, grâce à l'augmentation des recettes fiscales issues des exportations d'hydrocarbures, de nouvelles régulations économiques au sein d'un Etat plurinational et unitaire. L'analyse passe en revue les propositions de démocratisation d'une économie plurielle portée par les mouvements d'économie solidaire (p. 284 : certification nationale des pratiques solidaires, transferts publics vers le patrimoine collectif des organisations, fiscalité, protection sociale, bonification des crédits et politiques publiques spécifiques), et la conclusion fait de la « reconnaissance », peut-être un peu rapidement, « *la grammaire morale des conflits sociaux* » contemporains (p. 305).

Dans sa postface, Jean-Louis Lavelle évoque, au sujet de cette « autre économie », trois perspectives ouvertes par l'ouvrage : l'ancrage dans l'économie populaire ; le projet de démocratisation qui accompagne « l'associationnisme solidaire » ; et sa perspective critique vis-à-vis de la « modernité » (« postcoloniale » en l'occurrence) réduite au capitalisme financiarisé. Reste à savoir si la « reconfiguration d'ensemble » qu'elle est censée porter se révèle ouverte à l'ensemble des acteurs dans une arène démocratique non accaparée par des élites militantes « professionnalisées » ; ce que l'analyse des organisations n'aborde pas dans le cas bolivien. On pourrait également s'interroger, au-delà de la soutenabilité environnementale, sur la résilience du modèle « extractiviste » dès lors que la rente des hydrocarbures est amenée

à se réduire drastiquement. En ce sens, le devenir de l'économie sociale et solidaire « postcoloniale » des nouvelles gauches latino-américaines, du Venezuela à la Bolivie, est à suivre de près.

FRANÇOIS DOLIGEZ

Les Maisons familiales rurales dans le monde : une contribution originale à la formation et à l'insertion des jeunes

Anne Le Bissonais et Julie Erceau, L'Harmattan, Paris, 2014, 186 pages.

Cet ouvrage étudie la coopération internationale, portée par l'Union nationale des Maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO) et par les entités départementales et régionales du mouvement, en faveur de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes formés en Maison familiale. Le mouvement des Maisons familiales rurales, né en 1937 dans le Sud-Ouest de la France, est présent à l'étranger depuis les années 50. En 2013, plus de 500 Maisons familiales existent hors de France. Ce mouvement propose, dans des territoires où l'offre de formation est rare, des qualifications professionnelles qui s'inscrivent dans un projet d'agriculture familiale face à la pénurie globale d'emplois aggravée par la croissance démographique. Formant les jeunes en alternance sous la responsabilité des familles et des acteurs locaux réunis le plus souvent en associations, les Maisons familiales accompagnent la concrétisation de leurs projets professionnels, mais leur permettent également de s'engager pour le développement de leur territoire.

L'insertion professionnelle des jeunes est abordée dans l'ouvrage à travers leurs parcours. On constate la complexité de leurs trajectoires alors que, compte tenu des contraintes financières et foncières, la reprise de l'exploitation familiale n'est plus systématique et que se succèdent périodes d'inactivité, travail « à la tâche » ou détours par la ville avant la stabilisation

dans un emploi et la vie de couple dans son propre logement. Entre 2011 et 2013, 150 entretiens ont été réalisés dans les quatre pays étudiés : Brésil, Burkina Faso, Cameroun et Madagascar. Le document, jalonné de témoignages, a accompagné un processus de suivi-évaluation de la convention qui finance les actions de coopération. Après une présentation du fonctionnement des Maisons familiales rurales dans différents pays, l'ouvrage décrit les formations et la pédagogie mises en œuvre, avant d'analyser la contribution du mouvement à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes ruraux et leur inscription dans le paysage institutionnel des politiques de formation agricole et rurale. A ce titre, il constitue une référence utile pour les acteurs engagés dans le renouvellement de ces dernières.

FRANÇOIS DOLIGEZ

Mundo del trabajo y asociacionismo en España. Collegia, gremios, mutuas, sindicatos...⁽¹⁾

Santiago Castillo (coord.). Actes du VII^e congrès d'histoire sociale d'Espagne, Madrid, 24-26 octobre 2013, Asociación de historia social (AHS), Madrid, 2014, 278 pages.

Cet ouvrage en espagnol, fruit d'un colloque organisé en octobre 2013 à l'occasion du 125^e anniversaire de l'Union General de los Trabajadores (UGT), réunit une dizaine de contributions⁽²⁾ traitant de l'évolution des formes associatives dans le monde du travail en Espagne, depuis les *collegia* de l'Espagne romaine jusqu'aux mutations des trente dernières années. Remontant aux origines corporatives des syndicats et des mutuelles,

(1) « Le monde du travail et l'associationnisme en Espagne. Collegia, corporations, mutuelles, syndicats... »

(2) Par ordre d'apparition dans l'ouvrage : contributions d'Almudena Orejas Saco del Valle, d'Isabel del Val, de Cristina Segura, de Janire Castrillo, de Fernando Díez Rodríguez, de Genis Barnosell, de Pere Gabriel, de Santiago Castillo, de Carme Molinero, de Pere Ysàs, de José Babiano, de Rubén Vega, de Candido Méndez.